

Or cette constitution se situe juste au moment où les luttes ouvrières, qui auraient pu offrir une perspective politique aux luttes étudiantes, étaient brutalement écrasées par l'appareil répressif du P.C.F. Abandonnés à eux-mêmes, sans direction politique, les étudiants ne pouvaient avancer que des revendications qui correspondaient non à l'état réel de leur demande, mais seulement à l'appréhension idéologisée qu'ils pouvaient en avoir.

Condamné historiquement au sabordage et à l'intégration de ses militants au personnel idéologique de la bourgeoisie, ou à une transformation radicale en appendice (ou en catalyseur d'ailleurs, cf. S.D.S.) des luttes ouvrières, ce mouvement risque de s'essouffler encore beaucoup plus rapidement, car un bon nombre des revendications qu'il a mises en avant peuvent être directement satisfaites par des discussions avec les enseignants ou intégrées par l'Administration. L'absence d'explication et d'intervention politiques conduit vers une manifestation devant le Rectorat, qui sera le chant du cygne des luttes étudiantes à Besançon, mais aussi vers des lendemains qui risquent fort de déchanter.

Or les quelques expériences, dont nous disposons, montrent que, si la lutte "syndicale" de défense des intérêts des étudiants se heurte à de multiples difficultés, dont la moindre n'est pas le désintérêt manifeste des intéressés (voir par exemple la réunion de la Commission Sociale: 17 affiches, 6 participants), la lutte politique est possible et payante. Aussi bien à l'Assemblée Générale de l'AGEB qu'à l'Amicale d'Histoire, où les militants des deux tendances ont été obligés de mener un combat vital pour leur implantation, ce sont les thèses les plus directement politiques qui ont emporté l'assentiment général. Le meeting du 22 décembre devant Rhodiaceta a confirmé la possibilité déjà entrevue l'année dernière, mais dans de toutes autres conditions, de mobiliser et de les faire intervenir en soutien aux luttes de la classe ouvrière.

Pendant que les militants de l'AGEB s'acharnaient à regrouper les étudiants sur les problèmes qui doivent les concerner (programmes, orientation forcée, spécialisation prématurée, contrôle policier, etc...), les résidents de Nantes, comme ceux de Nanterre, La Doua et Orsay l'an dernier montraient que les revendications démocratiques (liberté d'expression, liberté sexuelle) ont un impact profond dans les campus. A Paris, la Semaine "Che" Guevara organisé par le CVN, le meeting des Comités de Base à l'occasion de l'anniversaire du FNL indiquent la lutte anti-impérialiste comme un des thèmes privilégiés de l'action politique en milieu étudiant.